L'HISTOIRE DU LYCEE JEAN MACE

Par M PACAULT professeur d'Histoire et Géographie au lycée Jean MACE de RENNES

Le lycée Jean Macé, sous ce nom, ne date que des années 1960, mais les lieux dans lesquels il se trouve ont une histoire ancienne. Ils ont abrité autrefois, successivement, deux établissements très dissemblables, mais tous deux exemplaires : le collège Saint-Vincent et l'Ecole Primaire Supérieure de jeunes filles.

LE VIEUX SAINT-VINCENT

1). L'Institution Saint-Vincent-de-Paul, de 1842 à 1912.

Monseigneur Godefroy Brossays-Saint-Marc¹, devenu évêque de Rennes en 1841, décida l'année suivante de créer un pensionnat religieux dans sa ville (où il en existait déjà quelques uns²), et il acheta pour cela une propriété de quatre hectares à la Barre-Saint-Just, à l'intérieur de l'espace compris entre le faubourg de Fougères au nord, la rue de Fougères à l'ouest et la rue de la Palestine au sud. C'était alors la campagne : des prés, des vergers, des jardins. Les 36 premiers pensionnaires furent reçus dès octobre 1844 dans cette « pension Brécha » (du nom de Prosper Brécha, le prêtre qui fut chargé de sa direction), alors que les bâtiments se réduisaient encore à la partie centrale de l'actuel lycée, encadrée de deux pavillons formant avant-corps. Ces pensionnaires allaient, dans la journée, suivre les cours du collège royal de la ville, qui occupait les bâtiments de l'ancien collège des Jésuites.

L'évêque de Rennes espérait bien, dès le départ, pouvoir un jour faire de sa pension un établissement de plein exercice. Il l'obtint en effet, en 1849, et par dérogation, car c'était un an avant la loi Falloux du 15 mars 1850 qui institua la liberté de l'enseignement secondaire³. Le pensionnat, déjà appelé Saint-Vincent, devint donc un collège libre, l'Institution Saint-Vincent-de-Paul, pourvue de professeurs capables d'y dispenser les cours, et pris parmi les prêtres du clergé diocésain. Il ne s'agissait donc pas d'une école tenue par une congrégation religieuse, et cela la singularisait. Monseigneur Brossays-Saint-Marc, qui en demeura jusqu'à sa mort le propriétaire, en son nom propre, lui fut toujours très attaché, et y faisait de fréquentes visites.

A partir de 1849, et pendant soixante-trois ans, le collège Saint-Vincent fut donc l'un des trois établissements d'enseignement secondaire de Rennes, et longtemps le plus important, plus que le lycée de garçons⁴ et le collège Saint-Martin⁵. On y trouvait toutes les classes, de la 11^{ème} jusqu'aux classes de philosophie et de mathématiques, et il s'y ajouta en 1882 une Corniche, ou classe préparatoire à

¹ Godefroy Brossays-Saint-Marc, né à Rennes en 1803, vicaire général puis évêque de Rennes en 1841. Il fut nommé ensuite cardinal et archevêque, et mourut en 1878. Il fonda de nombreuses œuvres dans son diocèse, et y entreprit de nombreuses constructions.

² Ainsi par exemple la pension Louis, créée en 1815 rue Saint-Malo, qui s'agrandit en achetant en 1828 l'ancien couvent des Capucins de la rue d'Antrain, et allait devenir là, en 1850, le collège Saint-Martin. Ainsi encore la pension David, qui dans le même temps s'installa rue de Belair (actuelle rue Martenot) pour donner naissance en 1848 à une institution créée par Jean-Marie Robert de Lamennais et donnant des cours d'agriculture, puis à un internat de filles (Institution Notre-Dame du Thabor, futur lycée de filles de la rue Martenot).

³ Cette liberté existait déjà auparavant pour les plus petites classes, jusqu'à la Troisième.

⁴ Lequel fut reconstruit, avenue de la Gare, sur les plans de JB Martenot, de 1859 à 1889.

⁵ Lequel fut reconstruit à partir de 1858 à la place des anciens bâtiments du couvent des Capucins de la rue d'Antrain qu'il occupait depuis 1850.

l'École de Saint-Cyr, qui eut un grand succès et qui contribua beaucoup au renom de l'Institution, et pour longtemps. En 1911 s'ouvrit aussi une classe préparant au concours de l'Institut National Agronomique. Les élèves étaient nombreux : 324 en 1859 – soit 35 de plus qu'au lycée -, et 375 vers 1900, encadrés par plus de trente ecclésiastiques, soit professeurs, soit surveillants. Ils étaient pour beaucoup des pensionnaires, qui venaient d'une région plus étendue que le seul département d'Ille-et-Vilaine. Mais il y avait aussi naturellement des externes, domiciliés à Rennes. Chaque matin, la voiture du collège parcourait les rues de la ville pour les conduire en classe, cependant qu'un bon nombre, au lieu de se laisser sagement transporter, préféraient se mesurer à la course avec les chevaux au trot, ou sautaient en marche, et remontaient de même. Cela ne ressemblait pas vraiment aux cars du ramassage scolaire.

Des noms de ces élèves, un bon nombre peut encore se lire, soit sur la stèle de marbre des morts « *pro Deo et Patria* », ceux notamment de la guerre de 1870-1871, qui se trouvait autrefois dans l'établissement, soit dans les listes interminables des tués de 14-18, gravées dans la pierre au nouveau Saint-Vincent⁶.

Le collège Saint-Vincent fut confisqué par l'Etat, et attribué à la ville de Rennes, à la suite de la Séparation de l'Eglise et de l'Etat (loi du 9 décembre 1905). Toutefois, cette confiscation ne devint effective qu'au 31 août 1912, à l'expiration du bail de neuf ans qui avait été conclu en 1903 entre la mense épiscopale⁷ propriétaire des lieux et une « Société de l'Enseignement Libre », créée pour la circonstance par quelques anciens élèves inquiets du climat politique du moment⁸. Ce délai de quelques années (1905-1912) laissa le temps à cette « Société de l'Enseignement Libre » d'édifier l'essentiel des bâtiments du nouveau Saint-Vincent (l'actuel lycée privé Saint-Vincent), qui rappellent délibérément l'ancien, par leur style italien, leurs ouvertures arrondies, l'emploi de la brique en chaînages comme en entourages des fenêtres, ... « *On nous prend Saint-Vincent, nous en ferons un autre* », avait dit Monseigneur Dubourg, archevêque de Rennes depuis 1906.

2). L'allure d'ensemble du Vieux Saint-Vincent.⁹

En 1842, Monseigneur Brossays-Saint-Marc avait fait appel à l'architecte Charles Langlois pour construire son pensionnat. Celui-ci¹⁰ dessina un bâtiment d'un seul corps, tout en longueur, se distinguant nettement du modèle conventuel jusque là fréquent¹¹. Il avait sa façade orientée au nord, les cours de récréation et les fenêtres des classes étant au sud. Ce bâtiment fut conçu en fonction du faubourg de Fougères, puisqu'il fut placé exactement en parallèle avec lui. De ce côté devait donc être son entrée principale, et, en effet, il était relié à ce faubourg par une avenue rectiligne partant du milieu du corps central de l'édifice. Mais cette avenue principale et solennelle, qui permettait d'accéder au collège en l'embrassant tout entier d'un seul coup d'œil, devint bientôt secondaire, car

⁶ Leurs noms figurent, avec pour beaucoup des notices biographiques dans : Xavier de Bellevue : « Livre d'Or des anciens élèves du collège Saint-Vincent de Rennes tombés au champ d'honneur ». 2 tomes. Rennes. 1917 et 1919. 297 p. et 544 p.

⁷ La mense épiscopale est l'ensemble des biens dont l'évêque est l'usufruitier : c'est la propriété du diocèse. Mgr Brossays-Saint-Marc lui avait légué le collège Saint-Vincent à sa mort en 1878.

⁸ Lionel de la Herverie : « Un collège rennais devant la loi de Séparation : l'exemple de Saint-Vincent-de-Paul ». in : Les Echos de Saint-Vincent . n° 32. avril 2006. pp. 31 à 40.

Léon Jenouvrier : « Un collège français et chrétien. Saint-Vincent-de-Paul de Rennes ». Rennes. 1924.

Les propos du maire le 23 novembre 1911 sont une façon de présenter les choses qui a sa saveur : « *A la fin de l'année scolaire en cours, l'Etat doit reprendre la libre disposition de l'immeuble sis à Rennes, rue de Fougères n°12, qui faisait autrefois partie de la mense épiscopale* » (délibération du conseil municipal).

⁹ Voir les anciens plans de Rennes, notamment ceux de 1846, 1851 et 1861 (Arch. Municipales Rennes. 1 Fi 71, 1 Fi 72 et 1 Fi 76), et le plan de Saint-Vincent en 1912 (Arch. Municipales Rennes. 2 Fi 2841).

¹⁰ Charles Langlois (1811-1896), ancien élève de l'École des Beaux-Arts de Paris. L'évêque de Rennes fit souvent appel à cet architecte : ainsi, entre autres ouvrages, pour construire le transept nord de l'église du Rheu (1841), pour la reconstructions des églises de Saint-Germain-en-Cogles (1850-1853), de Vieux-Viel (1854), de Pipriac (1866). Il lui avait aussi demandé un projet (qui ne fut pas retenu : on lui préféra Henri Labrousse) pour le nouveau séminaire diocésain en 1851 (ancienne faculté des Lettres place Hoche).

Cf. : dossiers du patrimoine in : www.culture.fr/patrimoine/patrimoine_architectural_et_mobilier/sribzh

¹¹ Bien d'autres établissements d'enseignement du temps, comme le collège Saint-Martin, eurent aussi ce plan linéaire.

on préféra une voie d'accès plus courte vers la ville, et on construisit une seconde avenue, perpendiculaire à la première, qui partait directement des bâtiments vers la rue de Fougères à l'ouest. Cette seconde avenue, large, bordée de marronniers sur toute sa longueur, et pour laquelle il avait fallu acquérir des portions de terrains supplémentaires, était déjà tracée au début des années 1850. Elle s'achevait au ras de la rue de Fougères par un portail encadré d'imposantes colonnes de granit¹².

A l'ouest des bâtiments du collège, et de part et d'autre de cette avenue, ainsi que, plus encore, au nord de ces bâtiments, jusqu'au faubourg de Fougères, s'étendaient de vastes jardins potagers, de près de 17 000 mètres carrés, particulièrement bien tenus, et réputés au loin pour cela. Le Frère Henri, jardinier-chef dès 1856, et pour plus d'un demi-siècle, était célèbre, et son souvenir demeura longtemps. C'était « *le plus grand tailleur d'arbres (fruitiers) de France* »¹³. A l'est des bâtiments, un jardin anglais, dont l'actuel « Parc » n'est que l'héritier très diminué, était réservé aux promenades des professeurs ; les élèves n'y pénétraient qu'à l'occasion des processions de la Fête-Dieu et de la Communion solennelle.

Ces terrains étendus n'appartiennent pas au lycée, pour la plupart, ayant été disjointes des bâtiments en 1912. On a construit à leur emplacement la Cité universitaire (1932, avec des agrandissements en 1953), le restaurant universitaire (1949), et surtout la faculté de Droit (plans de 1956, inaugurée en 1963), ainsi que la clinique Saint-Vincent, remplacée, dans les années 1990, par des immeubles d'habitation. On a aussi tracé des rues : la rue du Doyen Roger Houin, prolongeant la rue Jules Ferry, et la rue Jean Macé, constituée de l'avenue de Saint-Vincent, débouchant désormais sur la rue George Sand, le long de l'orphelinat des Sœurs Saint-Vincent-de-Paul¹⁴. A l'est, seuls quelques grands et beaux arbres, et de menues pelouses, demeurent aujourd'hui, qui rappellent l'ancien « Parc ». Quant aux petits jardins potagers du sud de l'avenue de Saint-Vincent, contigus aux bâtiments, leur étendue est toujours dans l'enceinte du lycée, mais on n'y trouve plus depuis cinquante ans que des salles de classe, sur trois niveaux, et des cours goudronnées.

3). Les bâtiments.

Ce sont des bâtiments sobres, élégants et équilibrés, d'allure en gros classique, et d'un style vaguement italien, ou toscan, avec leurs crépis beiges, l'arrondi de leurs fenêtres, et l'emploi omniprésent de la brique (encadrement des fenêtres, chaînages horizontaux réguliers, larges pilastres d'angles, corniches...). L'architecte Charles Langlois n'est toutefois pas allé jusqu'à préférer les tuiles aux ardoises, pour les toits à faible pente. Son parti pris classique ne l'empêcha pas, par ailleurs, d'adopter pour la chapelle (qui occupait deux niveaux : rez-de-chaussée et premier, à l'extrémité est) le style néo gothique qui commençait d'être à la mode. La monotonie qui aurait pu naître d'une si longue façade, d'environ 150 mètres, est évitée grâce aux quatre pavillons massifs formant avant-corps, et grâce à la hauteur plus grande de la partie centrale. Les deux pavillons centraux sont eux aussi un peu plus hauts que les autres.

L'harmonie d'ensemble, et l'importance apparente de la construction ne suffisent pas à faire du lycée actuel un monument imposant. Certains jugeaient qu'il ressemblait plutôt à une maison des champs qu'à un collège. Le bâtiment n'est pas très profond, et les couloirs aussi sont assez étroits. Seul un escalier est un peu majestueux, avec ses marches de granit et sa belle rampe en fer forgé. C'est celui qui conduisait au logement et au bureau du Supérieur, situés dans l'un des deux avant-corps centraux. La construction par ailleurs se fit à l'économie. On n'y trouve presque aucune pierre de taille, et, sous leurs crépis, les murs ne sont que de moellons assez grossièrement maçonnés, au-

¹² Ces colonnes se trouvent actuellement derrière l'église Notre-Dame, dans le cloître de l'ancienne abbaye Saint-Melaine.

¹³ Selon le mot du directeur de l'Ecole Nationale d'Horticulture de Versailles (rappelé par Monique Folio : « Le lycée Jean Macé... » Rennes. 2001). Ce frère Henri fut l'auteur de deux traités d'horticulture, en 1878 et 1887.

¹⁴ Il avait été également fondé par Mgr Brossays-Saint-Marc, en 1849, mais était complètement distinct du collège, bien que le style de son bâtiment l'y apparentât, que les élèves de Saint-Vincent s'y rendissent régulièrement, et qu'il s'appelât d'ailleurs orphelinat Saint-Vincent. Il ne fut pas concerné par les confiscations qui suivirent la Séparation de l'Eglise et de l'Etat. L'IGR en occupe actuellement l'emplacement.

dessus d'un petit soubassement de pierres de Pont-Réan appareillées, d'environ un mètre de haut. Le caractère assez sommaire de la construction se révéla au fil du temps, particulièrement dans les années 1970 lorsque des désordres graves apparurent dans le gros oeuvre¹⁵. Le lycée de l'avenue de la Gare, futur lycée de garçons, puis lycée Emile Zola, ou, après 1905, le nouveau Saint-Vincent, furent conçus de façon bien plus monumentale. C'est que les premières années de Saint-Vincent avaient été modestes ...

Un détail de la construction constituait une nouveauté architecturale remarquable : l'emploi de colonnes de fonte tenant lieu de murs porteurs, et permettant d'aménager des dortoirs ou salles d'étude de plus grande longueur. La bibliothèque Sainte-Geneviève, à Paris, offre un exemple plus connu, et aussi plus systématique de l'usage nouveau de la fonte comme élément essentiel d'un grand bâtiment à cette époque. Ces colonnes, bien visibles il y a peu encore au milieu de certaines classes, ou dans le réfectoire, ont été masquées par des coffrages à la fin des années 1990, mais certainement pas pour des raisons d'esthétique.

Sans entrer dans le détail de l'utilisation des lieux au XIX^{ème} siècle, nous remarquons qu'alors les salles de classe étaient pour la plupart au rez-de-chaussée de la partie occidentale des bâtiments (ce n'est plus le cas), que les réfectoires en occupaient la partie centrale, joignant les cuisines (cela n'a pas changé). Les dortoirs s'étendaient dans une bonne partie du premier étage, et dans l'essentiel du deuxième (tous sont devenus des salles de classe de nos jours). Par ailleurs, les cours de récréation, totalement séparées pour les Petits, Moyens et Grands, étaient ceinturées par un préau sur trois des côtés de l'ensemble qu'elles constituaient.

Au cours des soixante-dix ans d'existence de Saint-Vincent en ces lieux, peu de choses s'ajoutèrent aux bâtiments de Langlois, et rien n'en subsiste :

- le Gymnase, antérieur au moins à 1878, établi au nord du Parc, et à ses dépens. Le percement ultérieur de la rue Jean Macé, vers l'est, l'a supprimé très vite¹⁶. Le collège avait par ailleurs un terrain de sports à la Motte-Brûlon, avec une baignade.
- l'amphithéâtre des sciences, construit à part, vers l'ouest, et détruit en 1957 seulement, là où désormais n'existe plus qu'un parking goudronné pour les voitures des professeurs.
- la salle d'escrime, dans l'angle de la cour des Grands. Le hall actuel, et le bureau des CPE en occupent l'emplacement.
- deux salles de classe, pour les Minimes, dans un solide bâtiment mordant sur la cour des Petits, au nord-est.

¹⁵ On constata alors de graves fissures dans les façades, des affaissements dans la charpente, des infiltrations d'eau. Il fallut évacuer certains locaux, et étayer.

¹⁶ La rue Jean Macé était percée et portait son nom dès 1919. Peut-être même dès 1913.

L'ECOLE PRIMAIRE SUPERIEURE ET PROFESSIONNELLE DE JEUNES FILLES

1). Un nouveau type d'établissement, entre 1912 et 1942.

Le délai de sept ans que Saint-Vincent avait obtenu avant de partir, grâce à son bail, permit aussi à la municipalité de Rennes de réfléchir à ce qu'elle pouvait faire de ces bâtiments, dont elle obtint en 1911 qu'on les lui octroyât. En 1912, son choix fut d'y établir une Ecole Primaire Supérieure et Professionnelle de Jeunes Filles, prolongeant le Cours Complémentaire de l'école de filles de la rue de la Tour d'Auvergne. C'était un choix bien caractéristique de l'époque, et qui marquait un tournant radical dans le genre d'occupation des lieux.

Le nouvel établissement scolaire n'avait en effet rien à voir avec le précédent, non seulement parce qu'il était public, et destiné aux filles, mais encore parce qu'il s'agissait d'un autre style d'enseignement, qui s'adressait à un tout autre type d'élèves.

Ce n'était pas un établissement secondaire, mais « Primaire Supérieur »¹⁷. Comme dans toutes les EPS, on dispensait, pendant quatre ou cinq ans, un enseignement sans grec ni latin, mais avec des travaux manuels (ou ménagers, pour les filles : coupe, couture, repassage), et une nette insistance sur les sciences, dans un esprit assez pratique (on recommandait ainsi de lier entre eux les cours de dessin, travaux manuels et géométrie)¹⁸. Il y avait aussi des cours de morale (en première année), et d'instruction civique : ce n'était pas là l'enseignement des lycées du temps. L'Ecole Primaire Supérieure et Professionnelle de jeunes filles de la rue Jean Macé avait en plus des sections spéciales de commerce, de comptabilité, de sténodactylo.

Les professeurs des EPS ne ressemblaient pas non plus à ceux du secondaire : il s'agissait d'instituteurs, sans formation universitaire, mais recrutés parmi les meilleurs par un concours spécifique. Ils provenaient surtout de l'Ecole Normales Supérieure de Saint-Cloud (pour les garçons), ou de Fontenay (pour les filles), où on les préparait au Certificat d'Aptitude au Professorat des Ecoles Normales et des EPS. Ils enseignaient plusieurs disciplines¹⁹, et leur style d'enseignement passait pour plus familier et moins magistral que celui des lycées. A côté d'eux, d'autres instituteurs étaient maîtres ou maîtresses auxiliaires. Ce fut en 1921 que l'EPS de jeunes filles de Rennes reçut son premier contingent de quinze professeurs issus de l'ENS de Fontenay.

Les EPS accueillaient, directement ou après leur ou leurs années de Cours Complémentaires, et par un concours très sélectif, les meilleurs des reçus au Certificat d'Etudes Primaires, ceux que leur choix propre, ou le manque de moyens de leurs parents, ne portaient pas vers l'enseignement secondaire, qui était payant avant 1931. Il s'agissait d'élèves bien doués et modestes, et non pas d'enfants de notables comme c'était souvent le cas dans les lycées. Au bout de leurs années passées à l'EPS, ils pouvaient passer le Brevet Elémentaire, ou le Brevet Supérieur, ou entrer à l'Ecole Normale d'Instituteurs, ou préparer divers concours, des Postes, des Chemins de Fer, etc.... Les EPS étaient des lieux de promotion sociale, et leurs enseignants le savaient bien. La particularité des élèves de l'EPS de jeunes filles de Rennes, qui préparait à tous ces examens et concours, ainsi qu'à l'entrée à l'Ecole d'Agriculture de Coëtlogon, était d'abord leur nombre important – on prévoyait 500 élèves –, l'étendue de leur aire de recrutement, et donc la grande proportion de pensionnaires.

¹⁷ Les Ecoles Primaires Supérieures ont été créées par la loi Guizot de 1833, qui demandait d'en établir dans toutes les communes de plus de 6000 habitants. Leur mise en place fut en réalité progressive, et même franchement tardive pour celles de filles.

¹⁸ Selon les instructions ministérielles de 1909.

¹⁹ Ainsi, par exemple : Mathématiques + Anglais + Français, ou : Sciences + Mathématiques + Musique + Géographie + Couture.

Autour de 1900, le mouvement de création d'EPS de jeunes filles était assez général, parallèle aux créations de lycées de filles²⁰. Il répondait au désir de nombreuses municipalités de favoriser, par une instruction plus poussée, le progrès général de la population (progrès moral, progrès social, progrès politique...). On y pensait à Rennes depuis plusieurs années, comme on le vérifie en voyant des projets d'écoles supérieures de filles, dessinés par l'architecte JB Martenot, et prévus pour des bâtiments à joindre, l'un à l'école de la Tour d'Auvergne (projet de 1888, à l'origine d'un Cours Complémentaire assez peu considérable, et sans internat)²¹, l'autre à l'école de la Duchesse Anne (projet de 1892, sans suite)²². Utiliser les locaux de Saint-Vincent évitait naturellement d'en construire de nouveaux, et faisait donc faire une belle économie, mais permettait aussi d'installer la nouvelle EPS dans un bâtiment bien plus grand que les projets antérieurs, et permettait enfin de donner une signification très forte à sa création. Jean Janvier (1859-1923), maire de Rennes de 1908 à 1923, qui croyait particulièrement au rôle de l'école dans la construction de la citoyenneté, se préoccupa beaucoup de faire aménager des bâtiments d'école à la hauteur de la mission qu'il leur attribuait. Il était aussi attaché à l'instruction des filles, « à une époque où la femme veut travailler et subvenir par elle-même aux nécessités de l'existence »²³. L'intérêt porté par un républicain convaincu comme lui à l'instruction laïque des filles pouvait aussi s'expliquer (mais tout cela était lié) par le désir d'atténuer ainsi l'influence jugée politiquement néfaste du clergé. Etre républicain, c'était alors être anticlérical, et particulièrement en ces années-là.

Cette EPS de jeunes filles aurait pu sans difficulté s'établir très vite dans les lieux, puisque la confiscation, très radicale, avait porté à la fois sur les murs de Saint-Vincent, et sur tout son mobilier (tables, chaises, armoires, pupitres, lits, ...). Mais le maire Janvier voulait bien faire les choses, et procéder à des réaménagements importants, qui allaient au-delà de l'effacement soigneux de toute trace identifiable des anciens occupants, de la chapelle en premier lieu. Les bâtiments, qu'on n'avait sans doute pas entretenus à fond les dernières années (on le comprend), n'étaient pas en très bon état. Et puis ils n'apparaissaient pas assez au goût du jour, pour le confort et l'hygiène. Janvier entendait, comme dans toutes les écoles de la ville, installer le chauffage central et faire fabriquer un mobilier scolaire moderne et fonctionnel²⁴. Aussi accepta-t-il de laisser le nouveau Saint-Vincent racheter son ancien mobilier, y compris les vitraux de la chapelle, et la statue de la Vierge qui existait dans le Parc. Il prévoyait enfin la construction de quelques bâtiments nouveaux, de même qu'à ce moment il avait des projets d'agrandissements considérables pour le nouveau lycée de filles. Tout cela allait donc prendre du temps. De plus, avant même que tous ces travaux fussent achevés, la guerre survint, et tous les bâtiments utilisables (c'est-à-dire tous, sauf l'ancienne chapelle) furent transformés en hôpital complémentaire, notamment pour des officiers britanniques, et en centre de rééducation des mutilés. Un incendie en 1917, puis un autre en 1922, ralentirent encore les choses. Ce ne fut donc finalement qu'après 1918 que l'Ecole Primaire Supérieure et Professionnelle de Jeunes Filles put commencer à fonctionner vraiment, et seulement en 1923 que les travaux s'achevèrent.

2). Les travaux du maire Jean Janvier et de l'architecte Emmanuel Le Ray.

Jean Janvier accordait beaucoup d'importance à l'instruction, et donc aux établissements scolaires qui dépendaient de lui. L'architecte de la municipalité, Emmanuel Le Ray (de 1896 à 1932)²⁵, travaillait en conformité avec ses intentions, qui étaient très précises (ainsi pour l'école du boulevard

²⁰ La municipalité de Rennes acquit en 1908 l'ancienne Institution ND du Thabor pour y créer un lycée de filles. Depuis 1880 existait par ailleurs à Rennes une Ecole Normale d'Institutrices, boulevard de la Duchesse Anne.

²¹ Arch. Municipales Rennes, 2 Fi 908 à 914.

²² Arch. Municipales Rennes, 2 Fi 345 à 348.

²³ Ainsi qu'il le déclara lors du conseil municipal du 15 décembre 1911.

²⁴ Jean-Yves Andrieux et Catherine Laurent (éd.) : « Quelques souvenirs, Jean Janvier, Maire de Rennes ». Rennes. 2000.

²⁵ Il a construit notamment la piscine Saint-Georges, l'école primaire du boulevard de la Liberté, le groupe scolaire Carle Bahon ...

de la Liberté)²⁶. Les écoles qu'ils construisirent tous deux ne ressemblent pas à celles qu'avait faites Martenot à la période antérieure, lors de la municipalité Le Bastard en particulier, qui étaient tout en hauteur.

Janvier voulait une école « *hygiénique, gaie accueillante, confortable sans luxe, pourvue de tout ce qui peut la rendre pratique, saine, agréable ... Les classes sont vastes, hautes, bien ventilées... avec de larges fenêtres ... Tous les angles sont arrondis, chaque classe a deux portes sur le couloir. Le chauffage est partout assuré par distribution de la vapeur à basse pression à des radiateurs judicieusement placés...* »²⁷. Pour l'aile à construire, qui devait partiellement fermer, à l'ouest, les cours de récréation, et faire la liaison avec l'amphithéâtre de sciences, le projet que lui soumit Le Ray, en 1913, sobre et peu considérable, était déjà sorti de terre au moment de la guerre, et il fut prolongé vers le sud, en 1951, dans un style identique, par l'architecte Lemoine²⁸. On peut retrouver dans ce bâtiment, invisible de la rue, la mise en pratique des idées qu'exposait Janvier : large couloir, vastes classes, grandes fenêtres, deux portes par salle, et même les angles arrondis ...

Mais cette construction neuve fut finalement la seule, avec celle d'une grande salle de réunion, ou salle des fêtes, sans étage, à l'emplacement de l'actuel gymnase. Et cette aile ouest, qui seule donc demeure actuellement du temps de Jean Janvier, ne comportait que quatre salles de classe (deux au premier, deux au rez-de-chaussée), et elle était marginale par rapport aux bâtiments du milieu du XIX^{ème} siècle.

L'essentiel des aménagements faits au moment de l'entrée de l'EPS dans les lieux se tint donc à l'intérieur des bâtiments : installation du chauffage central, et de l'eau chaude, avec une cave bétonnée pour accueillir la chaudière²⁹ ; installation de toilettes intérieures un peu partout (il n'en existait jusque là que peu en dehors de celles du fond des cours, qui furent d'ailleurs conservées) ; modification de l'affectation des salles : cuisines et réfectoires ne furent pas déplacés, et les dortoirs demeurèrent importants, là où ils se trouvaient déjà, mais le bureau de la directrice descendit là où le proviseur a toujours le sien de nos jours, et l'économat se mit d'un côté, un vaste parloir et le vestiaire des externes lui faisant pendant de l'autre ; à l'étage, deux salles d'étude furent réunies pour créer une salle de coupe, couture et repassage ; surtout, on installa des salles à l'emplacement de la chapelle : des salles à manger pour les professeurs, les maîtresses, les domestiques, et aussi une très grande salle de douches, une salle de bains, et même une salle de bains de pieds, toutes abondamment revêtues de faïences ou de céramique, alors que Saint-Vincent n'avait eu qu'une unique et petite salle de bains ; l'infirmier, dans le pavillon d'avant-corps le plus oriental, fut conçue aussi très largement, et de façon moderne, avec même une salle de petites opérations, et on l'agrandit par un court bâtiment d'un étage, prolongeant vers l'est ce pavillon.

Les travaux ont donc été importants. Ils ne peuvent quand même pas suffire à expliquer, à eux seuls, le triomphalisme de l'énorme plaque de marbre blanc³⁰ qui rappelle l'inauguration solennelle des lieux, le 18 novembre 1917, bien avant la fin des travaux, faite par le directeur de l'enseignement primaire au ministère de l'Instruction Publique. Maire et adjoints, préfet, députés, recteur et inspecteur d'Académie, inspecteur primaire, etc... ont leurs noms gravés en lettres d'or, et étaient sans doute bien présents. « *Cette Ecole Primaire Supérieure et Professionnelle a été inaugurée le 18 novembre 1917 par ...* » a-t-on écrit sobrement, sans rien dire naturellement qui laissât deviner que quelque chose eût existé en ces lieux antérieurement, ni qui suggérât qu'au fond l'œuvre réalisée dont on se glorifiait se limitait encore, pour l'essentiel, à l'installation du chauffage central, de WC, d'une cheminée dans le bureau de la directrice, et à la construction de la salle des fêtes (l'aménagement de l'ancienne chapelle étant encore en cours).

²⁶ Jean Janvier était entrepreneur de profession, ce qui peut contribuer à expliquer l'attention précise qu'il portait à ces questions.

²⁷ Jean-Yves Andrieux et Catherine Laurent, op. cit.

²⁸ Et ce fut alors seulement que fut détruit l'ancien amphithéâtre de sciences.

²⁹ Installation modifiée en 1952.

³⁰ Scellée au mur de ce qui était alors un vestibule situé devant la conciergerie, face au grand escalier central. Elle se trouve de nos jours dans ce qui est devenu l'infirmier.

L'ampleur donnée à cette inauguration étonne un peu, même si l'on doit faire la part de l'habitude générale de cette époque, et celle du maire Janvier en particulier, d'immortaliser leurs réalisations par des monuments capables de braver les siècles. Il faut pour la comprendre, et pour comprendre la démesure de cette plaque, imaginer la fierté de la municipalité, qui était non seulement parvenue à créer une école à laquelle elle tenait, à la faire exceptionnellement grande et moderne (ou hygiénique), mais était aussi parvenue à l'établir dans les murs du collège religieux le plus connu de la région. Cela méritait bien d'immortaliser sa satisfaction.

La génération actuelle a été en tout cas beaucoup plus discrète lors de l'achèvement des récents travaux de rénovation du lycée, qui ont pourtant été très importants.

3). La Seconde Guerre Mondiale.

Les bâtiments de l'EPS de jeunes filles de la rue Jean Macé furent à nouveau transformés en hôpital complémentaire, dès septembre 1939, par le Service de Santé français ; puis utilisés comme tel par les Allemands (on y soigna, entre autres, des parachutistes américains capturés) ; puis en 1944-1945 par les Américains et les Français. Ce ne fut qu'en octobre 1945 que les élèves purent réintégrer leur établissement, dont tout le matériel et le mobilier avaient disparu ou étaient inutilisables.

Durant ce temps, pourtant, l'EPS avait continué d'exister, comme elle le pouvait, et comme tentaient aussi de le faire les principaux autres établissements scolaires de la ville. Jusqu'en 1942, les cours eurent lieu à l'Ecole Normale d'Instituteurs de la rue Saint-Malo, les pensionnaires logeant en ville chez des particuliers. A la suite des premiers bombardements alliés, l'EPS de jeunes filles, comme d'autres, se replia à la campagne : au Theil, pour les petites classes, ou au château des Rochers en Vitré, puis à celui de Champeaux pour les grandes.

DU COLLEGE MODERNE AU LYCEE

A la suite de la Seconde Guerre Mondiale, l'établissement scolaire installé dans les bâtiments du lycée actuel perdit progressivement cette originalité très forte qui avait été celle de Saint-Vincent avant 1912, et, après lui, dans un tout autre style, et pour moins longtemps, celle de l'EPS de jeunes filles.

1). Des changements successifs de dénomination, dont aucun ne marqua une rupture vraiment radicale.

Encore sur le plan de la ville de Rennes « *mis à jour en 1962* », les bâtiments de l'actuel lycée Jean Macé étaient nommés « *EPS de jeunes filles* ». Il y avait pourtant longtemps à cette date que cette dénomination n'avait plus cours : la loi Carcopino du 15 août 1941, appliquée à Rennes en 1943 seulement, avait supprimé les EPS, en les transformant en collèges modernes. L'évolution visant à rétrécir l'écart entre ces EPS et les établissements secondaires avait d'ailleurs commencé dès avant, en 1937, lorsque le ministre Jean Zay avait donné aux EPS les mêmes programmes qu'aux premiers cycles du Second Degré. L'Etat français, en 1941, en les intégrant dans le Second Degré, en partie peut-être par défiance à l'égard de leur corps enseignant, voulait achever cette évolution, qui mettait fin à l'originalité de ce type d'école. Après la Libération, l'ordonnance du 29 juillet 1945, tout en reconnaissant la nullité de la législation de Vichy, n'en confirma pas moins la transformation des EPS en collèges modernes. L'EPS de jeunes filles de Rennes devint donc collège moderne, ou plutôt collège moderne et technique, car, en plus des sections modernes, sans latin, alignées sur celles des lycées, il comportait une section d'enseignement commercial, une section d'enseignement industriel, et une section de formation de cadres de monitrices d'enseignement ménager. Il préparait au CAP de sténodactylo. Par la suite, après 1969, les préparations des BEP sténodactylo et administration furent leurs héritières. Ce qu'on appelait alors collèges ne s'arrêtait pas, comme de nos jours, à la classe de troisième. Celui de la rue Jean Macé préparait au bac 1^{ère} partie série M (moderne), et au bac 2^{ème} partie série Philo-Sciences (futurs Sciences Expérimentales), puis Math-Elem (dès 1963).

Malgré cette parenté avec les lycées, la rupture du collège avec l'ancienne EPS n'eut rien de radical. Les mêmes enseignements techniques s'y maintinrent. De toutes façons, les habitudes et les corps professoraux se modifient toujours plus lentement que les lois ne prétendent pouvoir les changer. Jusque dans les années soixante, les collèges modernes gardèrent bien d'autres marques de leur première origine (enseignants pluridisciplinaires, dans certaines classes, association du dessin, de la géométrie et des travaux manuels...). Par ailleurs, les bâtiments du collège continuaient d'appartenir alors à la ville de Rennes.

En 1959, et comme d'autres, le collège moderne et technique de la rue Jean Macé, ou collège de filles, devint lycée nationalisé de filles, et prit en même temps le nom de Jean Macé que portait, depuis 1919 au moins, et peut-être depuis 1913, la rue où il se tenait³¹.

Inévitablement, puisque depuis la fin de la guerre on y trouvait toutes les classes, de la 6^{ème} aux diverses Terminales, et que la démographie comme la démocratisation de l'enseignement l'imposaient aussi, ce nouveau statut des lieux s'accompagna de la croissance des effectifs scolarisés (qui atteignirent 1300 élèves en 1970, au lieu de 800 en 1955 et 1000 en 1957. 19 classes en 1945, 29 classes quinze ans plus tard). Les locaux devenaient franchement encombrés, bien que la proportion

³¹ Jean Macé (1815-1894), républicain et pédagogue bien connu sous le Second Empire, où il enseignait dans un pensionnat de filles ; fondateur de la Ligue de l'Enseignement en 1866. C'était un laïc militant, et plus encore un ardent partisan de l'obligation scolaire. Donner son nom à la rue que dominait de sa masse l'EPS qui avait remplacé Saint-Vincent avait naturellement pour la municipalité Janvier une signification claire, comme sans doute pour toutes celles qui ont ainsi dénommé tant d'autres écoles Jean Macé à travers la France.

des pensionnaires tendit à diminuer. La mixité, qui survint autour de 1970, aggrava encore la situation, et aussi l'arrivée des premiers BTS³². Il fallait se tasser, ce dont à vrai dire on avait l'habitude depuis 1945³³, mais il fallut aussi se débarrasser de ce qu'on pouvait : des internes (les dortoirs furent largement convertis en classes, après départ des internes du premier cycle), du premier cycle tout entier (il fut évacué en 1975), et bientôt des sections techniques, qui s'en allèrent aussi³⁴. Le lycée nationalisé de filles Jean Macé, en tout cas, avait changé de nom et laissé la place au lycée d'Etat mixte Jean Macé.

Se tasser n'avait pas pu suffire, l'observation des effectifs le laisse d'ailleurs deviner, puisqu'ils atteignirent jusqu'à 1700 élèves en 1986. Cette époque a donc été aussi celle des constructions nouvelles.

2). De nouveaux bâtiments désormais nombreux et disparates.

Ce sont ces constructions des soixante dernières années qui frappent aujourd'hui le regard, autour du vieux Saint-Vincent. Celles du maire Janvier et d'Emmanuel Le Ray, qui avaient d'ailleurs été limitées, ont pratiquement toutes disparu.

Ce fut d'abord, reprenant le vieux projet de Lemoine de 1938, le prolongement vers le sud, avec six classes, de l'embryon d'aile ouest de Le Ray. Cette construction, faite pratiquement à l'identique de l'aile qu'elle complétait, se fit en 1951.

Ce furent surtout les très importants corps de bâtiments prolongeant le vieux Saint-Vincent vers l'est et vers l'ouest, qui s'alignèrent sur la rue Jean Macé de 1957 à 1961, édifiés dans les deux cas par les architectes Yves Lemoine, puis Jean Lemerrier à sa suite, après 1958. Il fallait des laboratoires de sciences sérieux, et on les établit dans les nouvelles parties de l'ouest. Les nouveaux locaux de l'est, eux, permirent de disposer de nouveaux dortoirs remplaçant ceux qu'on transformait en classes, et de plus de logements de fonction pour la direction. Le projet qu'on avait eu en 1950 d'édifier à part un solide et important pavillon particulier pour la directrice, lequel aurait consommé un espace qui devenait rare, avait en effet été abandonné (projet du même architecte Yves Lemoine). Ces deux prolongements est et ouest des bâtiments anciens se sont délibérément accolés à eux, ils s'élèvent comme eux au ras de la rue, et ils en ont conservé les proportions d'ensemble, pour ne pas trop choquer. Et ils ne choquent pas, en effet. Mais leur style, moderne et banal n'a évidemment rien à voir avec celui du vieux Saint-Vincent.

Même banalité pour ce long corps en rez-de-chaussée, de 1952, étiré dans les cours du nord au sud, et qui les sépare plus ou moins de ce qui fut autrefois le « Parc ». Mais les cinq classes qu'il comportait étaient indispensables.

Un pas supplémentaire dans l'approximation, et même le bric-à-brac, fut fait avec l'implantation de six classes préfabriquées dans le « Parc », au cours des années 1960. Elles étaient elles aussi indispensables et le demeurèrent jusqu'à leur très récente disparition, au bout de plus de quarante ans.

Au milieu des années soixante, les bâtiments actuels du lycée étaient donc presque tous en place, à l'exception du gymnase d'allure moderne, construit au milieu des cours entre 1971 et 1973, à l'emplacement de l'ancienne salle des fêtes de Le Ray, et à l'exception aussi des quelques salles toutes neuves construites après 2000, qui ont nettement modifié et étoffé l'aile qui (depuis 1914 et 1951) ferme à l'ouest les cours de récréation. L'ensemble est un peu disparate, autour des bâtiments du vieux

³² La section de BTS Secrétariat Trilingue fut créée en 1972, et celle de BTS Commerce International en 1984.

³³ « Certaines classes sont très à l'étroit et des cours doivent se faire dans des couloirs ou dans des locaux dont l'utilisation normale est prévue pour des dortoirs », disait-on déjà en novembre 1949. Délib. du conseil municipal. 8 novembre 1949.

³⁴ Ce fut en 1987 qu'elles quittèrent le lycée pour le lycée professionnel de Coëtlogon

Saint-Vincent, surtout vu de l'arrière, mais il a quand même de l'allure, et plus de caractère que la plupart des autres lycées de la ville. Et puis, il contient désormais sans difficulté tous ses élèves, pour la première fois depuis bien longtemps.

Bibliographie :

- Jean-Yves ANDRIEUX et Catherine LAURENT (éd.) : « Quelques souvenirs, Jean Janvier, Maire de Rennes ». Rennes. 2000.
 - Xavier de BELLEVUE : « Livre d'Or des anciens élèves du collège Saint-Vincent tombés au champ d'honneur ». 2 vol. Rennes. 1917 et 1919. 297 p. et 544 p.
 - Monique FOLIO : « Le lycée Jean Macé de Rennes. 1842-1990 ». Mémoire de maîtrise d'Histoire de l'Art. dactyl. Univ. de Rennes 2. 2 vol. 2001.
 - Lionel de la HERVERIE : « Monseigneur Godefroy Brossays-Saint-Marc ». 2^{ème} partie. in : Les Echos de Saint-Vincent. N° 30. avril 2004. pp. 42 à 46.
 - Lionel de la HERVERIE : « Un collège rennais devant la loi de Séparation : l'exemple de Saint-Vincent-de-Paul », in : Les Echos de Saint-Vincent. N° 32. avril 2006. pp. 31 à 40.
 - L. JENOUVRIER : « Un collège français et chrétien. Saint-Vincent de Rennes. 1842-1923 ». Rennes. 1924. 216 p.
 - Catherine LAURENT (dir.) : « Emmanuel Le Ray, architecte de la ville de Rennes de 1895 à 1932 ». Rennes. 2000. 157 p.
 - Alain-François LESACHER : « Les écoles rennaises ». Rennes . 2005. 128 p.
 - Françoise MAYEUR. « De la Révolution à l'école républicaine ». Paris. 1981. 683 p. (tome 3 de l' « Histoire générale de l'Enseignement et de l'Education en France », publiée sous la direction de Henri PARIAS). Particulièrement les ch. IX et X.
 - Jean-Yves VEILLARD : « Rennes au XIX^{ème} siècle . Architectes, urbanisme et architecture ». Rennes. 1978. 518 p.
-